



Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs

21 ter, rue Voltaire 75 011 Paris - tél. 01 43 71 22 22
Internet : <http://aitec.reseau-ipam.org>

Compte-rendu de l'Assemblée Générale de l'Aitec Du 29/09/2012

Participant-e-s : Hélène Cabioc'h ; Amélie Canonne ; Cécile Canpolat ; Lorba Dewry ; Maxime Combes ; Sonya Fayman ; Nicolas Galepides ; André Gachet ; Ghazi Hidouci ; Samuel Jablon ; Gildas Jossec ; Michel Levante ; Gus Massiah ; Charlotte Mathivet ; Céline Méresse ; Fanny Petit ; Lucie Pinson ; Annie Pourre ; Anne Querrien ; Luc Rabouin ; Juliette Rousseau ; Fanny Simon ; Florent Schaeffer ; Lilia Santana ; Jean-François Tribillon ; Jean-Pierre Troche ; Sarah Valin.

Excusé-e-s : Ivan Duroy ; Fanny Petit ; Ronack Monabay ; Agnès Rousseaux ; Alain Wallon.

Cette Assemblée générale s'est structurée autour des 5 temps suivants :

1. Introduction générale de cette AG et présentation des enjeux des débats
2. Présentation du rapport financier mettant en avant les difficultés rencontrées par l'Aitec actuellement
3. État des lieux des activités de l'Aitec mettant en perspective les partenariats, les faiblesses et la contribution de l'Aitec dans ses différents chantiers
4. Discussion générale sur les orientations de l'Aitec au vu des enjeux des mouvements et de la période actuelle
5. Renouvellement du CA et du bureau et de leur modalité de fonctionnement

1. Introduction générale de l'AG

Une assemblée générale pas tout à fait ordinaire

Jamais le projet politique de l'AITEC n'a été d'une telle actualité

L'ampleur des crises à l'échelle internationale, une situation politique en France marquée par la « gauche des petits et grands renoncements », l'austérité, les licenciements boursiers le démantèlement des services publics et de la protection sociale, la crise du logement et de la ville (...) créent une situation où le développement d'une expertise citoyenne s'inscrivant au cœur des luttes et confortant l'émergence de propositions alternatives en appui au mouvement social relève d'une véritable évidence, voir d'une impérieuse nécessité.

Cet objectif qui a toujours constitué le fondement de notre projet associatif est donc plus que jamais d'actualité.

Pourtant il faut refonder/revisiter notre projet

Mais c'est justement aussi ce contexte qui nous impose un « moment de vérité » où il convient de réexaminer nos engagements et nos priorités. Les différentes thématiques ou chantiers qui ont constitué l'activité de l'AITEC se sont avérés pertinents et cette pertinence demeure très certainement aujourd'hui.

Il convient cependant de s'interroger si ces thèmes sont ceux qui prioritairement doivent nous mobiliser compte tenu des enjeux de la période. Quels sont les thèmes où « la plus value de l'expertise citoyenne apportée l'AITEC » est la plus pertinente ?

Autre question, à sa création l'AITEC a d'abord rassemblé des professionnels, experts, chercheurs, responsables de politiques publiques engagés dans l'appareil d'Etat, les collectivités locales, d'institutions parapubliques, conscients des enjeux politiques de leurs interventions. Dans un deuxième temps, il a été posé comme un postulat fondateur pour l'activité de l'AITEC que la production d'une expertise citoyenne ou progressiste (expertise qui appuie la transformation sociale) est une posture politique qui s'appuie sur son double engagement, d'une part engagement au sein des luttes, des mouvements sociaux, du mouvement alter mondialiste, et d'autre part engagement concernant les batailles politiques, de la mobilisation à mener sur les enjeux de l'expertise au sein même du milieu professionnel de l'expertise (au sens large chercheurs, association, structures de conseil).

Il ne s'agit pas de réinterroger ou remettre en cause le principe même de cette articulation des deux fronts (engagements auprès des mouvements, bataille dans les champs de l'expertise et mobilisation des « professionnels ») ; mais il s'agit par contre de travailler sur les formes que cette articulation doit prendre aujourd'hui compte tenu des enjeux de la période, des questions posées par les luttes et mouvements mais aussi dans le contexte d'un changement générationnel des membres de l'AITEC. Il faut s'interroger sur la manière d'impliquer au mieux les membres, comment faire fonctionner un collectif politique reflétant les différentes facettes de l'AITEC ?

Dans ce contexte les images et métaphores habituelles du type « l'AITEC à la croisée des chemins » sont trop galvaudées pour faire état des paradoxes et questions qui caractérisent aujourd'hui la situation de notre association.

Les débats et décisions issues de notre Assemblée générale doivent acter, **consolider les évolutions** en cours. Mais, il faut aussi souligner que des questions difficiles se posent à nous, en particulier concernant notre capacité à financer nos activités. Des solutions innovantes concernant notre fonctionnement et le modèle économique qui permet d'adosser nos activités devront impérativement émerger de nos débats.

2. Présentation du rapport financier

Présentation et approbation des comptes 2011 - Point d'information sur la situation financière de l'Aitec en septembre 2012.

Présentation du bilan financier de 2011

Résultat net à l'équilibre en 2011 (531 €), mais un résultat courant négatif (- 1 733 €)

	2008	2009	2010	2011
Résultat courant	- 9 327	- 3 720	18 045	- 1 733
Résultat net global	- 8 158	- 8 136	8 930	531

Ce bilan intervient après une « bonne » année 2010, qui elle-même faisait suite à des résultats négatifs. On observe donc une fragilisation financière qui se poursuit (visible dans évolution de l'actif net : -29 % entre 2008 et 2011).

	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011
Bilan - actif net	63 787	52 034	54 781	45 040

On constate une augmentation des **charges courantes** : 233 521 € en 2011 contre 195 261 € en 2010 (+20%).

Le premier poste de dépense est le personnel (109 276 €, soit 47% du total des charges courantes), mais en baisse par rapport à 2010 (122 901 €) et plus globalement (-37 % par rapport à 2008).

	2008	2009	2010	2011
Personnel	174 671	157 723	122 901	109 276

NB : en 2011, a concerné Gildas, Fanny, Lun Zhan, Alexia jusqu'en mai.

Par ailleurs, on observe une hausse importante de la part « Autres services » (95 201 €) (41 %), par rapport à 2010. Ce poste de dépense correspond à une activité importante en relation aux activités (publications, frais de déplacement).

Dans le même temps, les **produits courants** ont augmenté, mais de façon moindre : 231 787 € en 2011 contre 213 306 € en 2010 (+9 %).

Le plus gros poste est constitué des subventions : 179 652 € (en hausse par rapport à 2010)

	2008	2009	2010	2011
Subvention	166 960	167 832	159 111	179 652

Détail des subventions : (on est sur un total approchant de 181 156 €)

- 30 000 € FPH (dont 10 000 € cofinancement projet UE commerce)
- 52 684 € Projet UE commerce (40 292 € année 2 + 12 352 € année 1)
- 71 791 € Projet UE finances (63 110 € année 2 + 8 681 € année 1)
- 8 681 € FUMPT
- 18 000 € Isvara

On note également une augmentation des produits propres (dont cotisations des membres 2 956 € en 2011).

Par contre, une baisse des transferts de charge (aide à l'emploi) est notable : 10 341 € en 2011 contre 25 593 € en 2010 (mais globalement stable si on considère l'ensemble de la période 2008-2011).

	2008	2009	2010	2011
Transfert de charges	15 000	9 883	25 593	10 341

Marge de financement (les produits non calculés moins les charges non calculées)

Pour chacune des 4 dernières années, l'Aitec a généré un besoin de financement (alors que les années 2006 et 2007 avaient dégagé de l'autofinancement) => Par conséquent l'Aitec a dû puiser dans sa trésorerie et bénéficier d'avances de fonds sur projets.

Cette fragilité se traduit d'ailleurs aujourd'hui par des difficultés de trésorerie (plan de trésorerie : 3728 € fin septembre 2012, - 5078 € fin décembre 2012), phénomène accentué par ce qui sera un résultat négatif pour 2012.

Éléments de budget 2012

Les éléments du budget actualisés début septembre 2012 font apparaître un résultat courant négatif de - 36 986 €.

Les charges de personnel sont en légère hausse par rapport à 2011 (122 550 €). Elles concernent les postes de Gildas, Fanny, Lun Zhan et Charlotte (dont une partie à mi-temps : de janvier à septembre).

Les activités représentent un poste de dépense très important (114 500 €), pour lequel il était prévu des cofinancements.

Fin des aides à l'emploi (CUI-CAE) et refus de l'emploi tremplin.

Du côté des recettes sous forme de subventions : 201 964 €, en hausse, mais qui n'équilibrent pas.

Éléments de budget 2013

Selon les scénarii entre -52 800 et -86 650 € en étant à 2,5 salariés (+ le poste hébergé de Lun Zhan), soit environ 113 000 €.

Les dépenses liées aux activités seront de l'ordre de 20 500 à 47 500 €. On n'a donc pas de hausse des charges prévues (même plutôt une baisse)

Le problème vient notamment d'une baisse des recettes (subventions) conséquente, suite aux réponses négatives reçues aux deux projets européens.

On s'oriente donc vers un budget (vision pessimiste : aucune subvention n'est trouvée) de 57 250 € à 102 350 € (version optimiste : plusieurs subventions nouvelles sont sollicitées et acceptées par les bailleurs).

3. État des lieux des activités de l'Aitec

La présentation du rapport d'activités 2011 sera l'occasion de faire un état des lieux de nos activités et de nous interroger, sur les différents thèmes investis par l'Aitec, sur les apports et contributions de l'expertise citoyenne aux enjeux et débats de la période.

La stratégie de l'Aitec :

La stratégie de l'Aitec se retrouve dans le projet d'IPAM : comment articuler radicalité et radicalisation ?

C'est principalement en cela que l'Aitec est utile aujourd'hui. Il faut aller à la racine (ou au rhizome) des choses en acceptant l'idée que pour changer les choses, les ruptures sont nécessaires. C'est la radicalité.

La radicalisation doit ainsi permettre d'élargir et de construire des alliances.

Depuis sa création en 1981, l'Aitec a bien sûr évolué, mais sans jamais perdre de vue la participation à la réinvention de l'expertise citoyenne ayant au cœur la radicalisation, ce qui nous permet de ne pas tomber dans le travers du sectarisme et dans l'inertie. Ainsi, dans la construction de notre parole politique, il nous faut sans cesse relier alternatives et ruptures avec bien sûr des propositions concrètes pour avancer.

Défis pour l'Aitec :

- Ne pas rester dans un cadre d'analyse et de production trop classique : pour toucher de nouvelles personnes il faut développer d'autres supports et manières de produire, notamment avec des outils indispensables comme de la vidéo, audio etc.
- Reconnaître la spécificité de l'Aitec ou des Aitec : l'association comporte de multiples facettes et différents niveaux de travail : technique, réseautage, politique, et tout cela dans un esprit de liberté de pensée et d'action. Il faut réussir à la fois à conserver cela tout en évitant le flou ou le manque de marquage du collectif.
- Concilier une complexité et une diversité des thèmes et des personnes composant l'Aitec tout en arrivant à une meilleure gestion quotidienne et un engagement collectif, tant des bénévoles / membres de l'association que permanents / salariés.
- Croiser les approches militantes, professionnelles

Aperçu des différents chantiers de l'Aitec :

Régulations de la finance

L'année 2012 a été marquée par le fort investissement de l'Aitec dans l'organisation des mobilisations face au G8 et au G20 (voir appui au mouvement altermondialiste) aussi bien dans les caravanes de mobilisation que dans les contre-sommets à proprement parler.

L'Aitec a publié trois brochures pédagogiques (« Bank bank bang » :

<http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1172>, « Faire du blé sur les récoltes » :

<http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1229> et « Les peuples d'abord, pas la finance » : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1232>), produit des clips vidéo pour favoriser la mobilisation et traduit et diffusé des documents produits par nos partenaires européens.

La prochaine échéance est l'organisation par l'Aitec d'un séminaire sur l'impact de la crise sur le financement des collectivités locales qui aura lieu en décembre (plus

d'informations sur : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1300>).

L'Aitec voit ce séminaire comme le prolongement de sa participation au Pôle public financier. Ce collectif est important dans la situation actuelle. Il a pour objectif de mettre en réseau des établissements économiques et financiers publics et semi-publics dans lesquels l'État dispose d'une influence, directe ou indirecte, afin de faciliter la complémentarité de leurs interventions et développer un réel contrôle social. Il reste très fortement marqué par la question du maintien de l'emploi dans le secteur bancaire mais est un espace large et pluri-thématique.

Enjeux pour les prochains mois :

Construire un lien avec les luttes contre l'austérité et un travail pourrait être fait sur l'intervention du FMI en Europe afin de renforcer le travail des collectifs citoyens d'audit de la dette ou les campagnes pour une réforme de la Banque centrale européenne.

Contrôle des lobbies privés

Le thème a depuis le début été travaillé de manière transversale au-delà du point spécifique de relais d'information au niveau français du travail de la coalition Alter EU.

Il faut mener à bien une réflexion qui aille au-delà du constat de ces pratiques de lobby, et proposer des pistes de transformation des institutions qui doivent veiller à la sauvegarde des biens publics.

Il y a de nombreuses pistes de transversalité avec d'autres thèmes travaillés par l'Aitec, notamment les thèmes urbains avec le rôle et le pouvoir du secteur de la construction (notamment sur le futur plan de rénovation énergétique des logements).

Une proposition d'activité serait de lancer un site internet sur les processus de pantouflage pour les rendre plus visible et donner des pistes pour lutter contre cela. Cela pourrait être un « Pantoufle Watch », l'observatoire du pantouflage.

Justice écologique

Il s'agit là d'un débat clé sur lequel nous devons davantage nous armer. Alors que la question de la crise écologique est de plus en plus marginalisée, nous avons besoin de remettre les questions de transition écologique et sociale au cœur de la gestion de la sortie de crise (rôle qu'a su jouer l'Aitec à travers son animation du Collectif UCJS, et qu'il faut continuer à porter notamment dans Attac et auprès des organisations syndicales).

Par ailleurs, il nous faut continuer à creuser certaines questions délicates, notamment celle de la redistribution de la rente extractive et des pressions accrues sur l'extraction des ressources → plusieurs positions, au sein même de nos organisations, s'affrontent sur ces sujets. Par exemple, concernant l'extraction des gaz de schistes en Algérie: faut-il exploiter les gaz et huiles de schistes (avec tous les risques pour l'environnement que cela comporte) et se battre pour une meilleure répartition de la rente (position présente dans les mouvements, en Europe ou en Amérique latine, inspirés par les luttes d'indépendance voire anti-impérialistes, actualisée par Chavez notamment) ou faut-il empêcher l'exploitation de ces mêmes gaz et huiles au nom des luttes contre l'extractivisme, de la protection de l'environnement et de la nécessaire transition énergétique ?.

Cette question renvoie également aux questions de droit de propriété / biens communs que l'Aitec doit davantage explorer.

Régulations commerciales

L'analyse des politiques commerciales continue d'être un chantier clé de l'Aitec, en tant qu'instrument d'expansion du néolibéralisme à la base de l'architecture d'impunité dont jouissent les multinationales. L'impact de ces accords commerciaux se retrouve dans de nombreux domaines (défense du droit au développement, redistribution des richesses, justice écologique, défense des services publics, régulation financière, encadrement des lobbys). Mais malgré le poids de ces accords commerciaux, il s'agit d'un sujet largement délaissé par nos partenaires français et européens pour plusieurs raisons (multiplication des échéances avec les accords bilatéraux, technicité des sujets, désaccord sur la stratégie politique avec certaines ONG, articulation avec luttes locales trop faible). Aujourd'hui l'Aitec est le seul acteur, à l'échelle française, à suivre de manière transversale ces questions (l'Aitec est d'ailleurs reconnue par les organisations françaises et européennes, et les pouvoirs publics, pour son expertise sur ces sujets).

Aperçu des différentes campagnes menées en 2011 :

- Animation de la campagne contre l'Accord de libre-échange entre la Colombie et le Pérou (voir ici : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1189>)
- Relais d'information sur la campagne contre l'Accord de libre-échange entre l'UE et le Canada (avec en arrière plan, les perspectives d'un accord transatlantique UE-Canada-Etats-Unis), voir ici : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?rubrique252>
- Campagne contre l'Initiative sur les matières premières visant à sécuriser l'accès des entreprises européennes aux matières premières principalement situées dans les pays du Sud, voir ici : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1192>
- Participation à la campagne européenne pour une autre politique européenne d'investissement (suite au transfert de compétence des États membres à l'UE), voir ici : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1174>
- Participation à l'Alliance européenne pour d'autres politiques commerciales (*Alternative Trade Mandate*), notamment à travers sa campagne sur les alternatives portées par les mouvements du « Sud » (disponible ici : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?rubrique230>)
- Lancement d'une dynamique collective, en lien avec les partenaires égyptiens, tunisiens et marocains, contre les nouveaux mandats de négociations pour des accords de libre-échange complets avec les pays de l'accord d'Agadir (Tunisie, Maroc, Egypte et Jordanie) lancés par la Commission européenne, voir ici : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1271>)

Difficultés et enjeux pour les prochains mois :

- Ne pas tomber dans l'eurocentrisme dans la manière d'aborder ces questions
- Essayer de traduire les documents produits en français (+ support vidéo à développer davantage)
- Faire attention au décalage entre luttes locales et calendrier européen. Comment faire pour travailler davantage en lien avec les mobilisations locales sur ces questions (nécessité de réinterroger nos méthodes de

travail).

- Difficulté à mobiliser les syndicats et chercheurs sur ces thèmes.
- Il faudrait remobiliser un petit noyau d'association de solidarité internationale et de syndicats sur ces questions, et ce notamment dans le contexte actuel où l'Europe est de plus en plus offensive en matière commerciale, le commerce avec l'extérieur étant présenté comme la sortie de crise. C'est notamment l'objectif de la Conférence « L'Europe et ses politiques commerciales au cœur de la crise mondiale » organisée les 5 et 6 octobre (voir ici : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1296>). Autre enjeu clé : lancer un travail collectif sur les négociations commerciales avec les pays de l'accord d'Agadir lancées au lendemain des « révoltes arabes » par la Commission européenne, avec une première échéance de mobilisation lors du FSM
- Deux autres priorités à suivre : les questions de l'accès aux matières premières et du renforcement des droits de propriété intellectuelle
- Enfin, il faut continuer à alimenter le travail sur les alternatives portées par les mouvements.

Appui au mouvement altermondialiste en France et ailleurs

L'Aitec a joué un rôle clé dans les mobilisations contre le G8 et le G20 puisqu'elle a tenu à la fois le rôle de financeur des mobilisations, de ciment de la coalition et des petites mains de l'organisation.

L'Aitec a également joué un rôle important dans le processus de mobilisation du Sommet des Peuples Rio+20, notamment via l'envoi de Juliette Rousseau comme volontaire au secrétariat d'organisation du Sommet des Peuples à Rio, et qui a appuyé fortement la diffusion d'information à l'échelle française et européenne.

Questions urbaines/logement/habitat

Il est nécessaire de repenser la terminologie « urbain » : ce dont on parle c'est avant tout d'habitat et il faudrait changer le concept du « tout logement » par celui beaucoup plus ouvert et englobant d'habitat, qui touche la question fondamentale du foncier, rural autant qu'urbain. Cela permet d'avoir une vision plus juste des mouvements sociaux qui ne se revendiquent pas tous comme urbains, tels que les mouvements d'Afrique de l'Ouest.

Les perspectives des travaux de l'Aitec sont intéressantes car internationales, elles donnent des cadres d'analyses globaux et non pas fragmentés : il est donc important de conserver cette perspective et position politique internationaliste. C'est à l'Aitec de faire le parallèle entre la crise du capitalisme dans sa version européenne et celle qui a déjà été vécue avant en Amérique latine.

Il serait intéressant de développer davantage la question juridique, notamment comme outil de défense du droit au logement, du droit à la terre devant les tribunaux et ainsi avancer au niveau des droits (via le réseau de juristes militants Jurislogement, la FAPIL et via la FEANTSA).

Enjeux :

L'Aitec ne doit pas perdre de vue ce qui fait sa spécificité, à savoir la recherche de transversalité entre les thèmes travaillés. Cela donne toute son originalité et son intérêt au projet de l'Aitec.

Certains des thèmes transversaux que nous devons travailler sont, entre autres, la question du Grand Paris, la réhabilitation thermique des logements qui enrichissent des entreprises privées, la question du droit de mutation, etc. Sur ces thèmes l'Aitec peut faire valoir ses travaux sur les problématiques urbaines.

4. Débat d'orientation

Quelles priorités ainsi que sur l'aspect financier, tout en réaffirmant sa participation et son appui aux mouvements pour l'Aitec afin de renforcer le travail avec les mouvements et luttes, et pour mobiliser les milieux de l'expertise :

La discussion est lancée à partir des questions suivantes :

- Quelles sont les questions politiques qui vous paraissent clés dans la période et que l'AITEC pourrait travailler ?
- De là où vous vous trouvez, qu'attendez-vous de l'AITEC ?
- Quelle est selon vous la valeur ajoutée de l'association par rapport aux multiples structures existantes dans le milieu ?

De cette discussion, sont ressortis les points suivants :

Ce qui nous unit dans l'Aitec :

- Collectif de militants politiques, professionnels aux parcours différents
- Espace de liberté, force sur laquelle construire en fonction des envies et activités des différents membres
- Articuler radicalité et radicalisation :
 - la radicalité : aller à la racine (rhizome ← Anne) des choses / nécessité de rompre
 - la radicalisation : élargir et construire alliances / projet large
- Utiliser l'expertise (la technique) comme outil politique, pour montrer qu'il y a des avancées possibles
- La recherche de transversalités dans les thèmes et les problématiques traitées : Cette transversalité est un élément fondamental dans le projet de l'Aitec et marque toute sa spécificité qui donne à l'association toute son originalité et son intérêt.

Rôle partenarial de l'Aitec :

Parce que l'Aitec est bien identifiée, elle permet un dépassement des crispations, dispose d'un capital symbolique et d'un capital confiance, tout en affichant un positionnement politique clair.

→ Il faut davantage afficher ce rôle de rassembleur de l'Aitec, joué aujourd'hui mais souvent par défaut.

L'Aitec n'est pas seulement au service de mais elle met à disposition une expertise et doit se nourrir de celle des autres (attention au terme « au service de »)

→ Il faut travailler davantage la visibilité extérieure de l'Aitec

L'Aitec a la responsabilité politique de porter les questions internationales et de développer un espace de discussion transversal sur ces questions

→ Dépasser l'eurocentrisme et privilégier une mise en perspective internationale

→ Garder un traitement géopolitique des thèmes

Par ailleurs, l'Aitec doit renforcer son travail avec Échanges et partenariats sur le développement des partenariats et sur le renouvellement générationnel.

L'Aitec doit néanmoins rester vigilante à :

- Ne pas perdre de vue les luttes locales
- Ne pas perdre de vue notre public dans notre production : l'expertise doit restée utile aux acteurs des luttes
- Ne pas tomber dans l'eurocentrisme
- Éviter une tendance économiciste des débats
- Réinterroger le rapport entre technique et politique : utiliser la technique pour faire de la politique. Se situer en dehors des institutions est un atout mais induit un flottement quant au retour vers pratiques professionnelles. C'est un aller retour permanent entre technique et politique qui est fondamental pour travailler en dehors des institutions (État, entreprises, syndicats etc.) et proposer des pistes concrètes de changement de celles-ci.
- Interroger le lien professionnels militants / militants professionnels

5. Renouvellement du CA :

Il est proposé une démission collective du conseil d'administration afin de consolider et acter du renouvellement du fonctionnement de l'association. La réorganisation de la gouvernance devant prendre la forme :

- D' un renouvellement de la présidence et du bureau sous une la forme d'un collectif restreint et d d'une coprésidence
- D' un « groupe gestion » qui devra accompagner l'équipe de permanents pour la gestion et l'organisation au quotidien de nos activités dans une période qui s'annonce difficile compte tenu de nos difficultés financières
- D'un Conseil d'administration, instance d'orientation politique qui devra avoir une vision transversale des activités, organiser les priorités.

Présentation et élection d'un nouveau conseil d'administration (21 membres) : Hélène Cabioc'h ; Amélie Canonne ; Cécile Canpolat ; Lorba Dewry ; Maxime Combes ; Sonia Fayman ; Nicolas Galepides ; Ghazi Hidouci ; Samuel Jablon ; Gus Massiah ; Céline Méresse ; Fanny Petit ; Lucie Pinson ; Annie Pourre ; Anne Querrien ; Juliette Rousseau ; Florent Schaeffer ; Lilia Santana ; Jean-François Tribillon ; Jean-Pierre Troche ; Sarah Valin.

Bureau : Présidents d'honneur : Ghazi Hidouci et Jean-Pierre Troche

Co-Président(s) : Amélie Canonne et Florent Schaeffer

Trésorière : Cécile Canpolat

Secrétaire : Fanny Petit

Un groupe gestion émanant du CA prendra en charge la gestion quotidienne de l'Aitec et l'appui des salariés dans leurs missions. Il réunira : Hélène Cabioc'h, Cécile

Canpolat, Céline Méresse, Fanny Petit, Jean-Pierre Troche, + Amélie Canonne et Florent Schaeffer.